



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2020-01 - Séance du 09/03/2020

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	8	8

Vote	
Pour	8
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 09 mars à 14h30, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Alain SOULIER, vice-président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par message électronique aux membres du conseil d'administration le 05/03/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 05/03/2020.

Présents :

Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Michel BAUDOUR ; Jean-Luc DE LA CLERGERIE ; Marie-France TEXIER.

Absents excusés:

Jean-Luc MEISSONNIER.

Absents:

Jean-Marie COURTES, Hubert FABRITIUS, Anna RAMORA, Morgan SIMAR.

Secrétaire de séance :

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2020-01 – CCAS & EHPAD : REGLEMENT DE FORMATION

Vu le Code général des collectivités territoriales

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu loi n°84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n°84-53 du 23 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n°2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale ;

Vu la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi 2015-994 du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi ;

Vu la loi 2016-1088 du 08 août 2016, loi dite « du travail » relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

Vu le décret 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu le décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret 2015-1385 du 29/10/15 relatif à la durée de la formation d'intégration dans certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret 2017-928 du 06/05/17 relatif à la mise en œuvre du CPA dans la fonction publique et la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu le décret n°2017-1135 du 4 juillet 2017 relatif à la mise en œuvre de la validation des acquis de l'expérience.

Vu la circulaire du 10/05/17 relative aux modalités de mise en œuvre du Compte Personnel d'Activité dans la fonction publique.

Vu l'avis du comité technique du 07/02/2020

CONSIDÉRANT la nécessité d'informer les agents sur le contenu des différents textes de loi relatifs à la formation, mais aussi d'apporter des réponses légales déclinées au sein de la commune de Baillargues

CONSIDÉRANT qu'un règlement de formation est un document qui fixe les modalités de mise en œuvre de la formation des agents de la collectivité, dans les conditions prévues par le statut de la fonction publique territoriale,

CONSIDÉRANT que l'organisation des départs en formation relève de la responsabilité de la hiérarchie et de l'administration, garante du bon fonctionnement du service, sachant que l'agent doit être acteur de son parcours de formation, tout au long de sa carrière.

CONSIDERANT que La formation professionnelle doit favoriser le développement des compétences, faciliter l'accès aux différents niveaux de qualification existants, permettre l'adaptation au changement des techniques et à l'évolution de l'emploi territorial, contribuer à l'intégration des agents et à leur promotion sociale. Elle doit également favoriser leur mobilité ainsi que la réalisation de leurs aspirations personnelles et créer les conditions d'une égalité effective, en particulier entre les hommes et les femmes, pour l'accès aux différents grades et emplois,

Sur le rapport de Régine SUAY,

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité :

DÉCIDE d'approuver le règlement de formation des agents tel que présenté annexé à la présente délibération

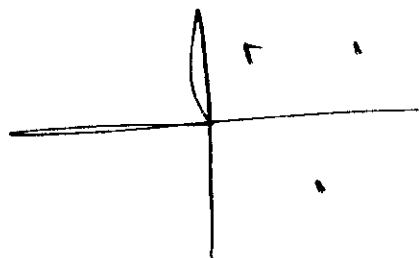
AUTORISE Monsieur le Président à signer tout document relatif aux différents dispositifs et de formation ainsi que les conventions.

Pour extrait conforme,

Le 09/03/2020

Le président,

Jean-Luc MEISSONNIER

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'M' followed by a horizontal line and a vertical line, with some additional scribbles.

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.